



Les élites de la région de l'Ouest veulent que cet enseignant d'université aux Etats Unis paie le prix de ses déclarations à caractère génocidaire.

« Nous demandons au gouvernement de prendre, en vertu des lois nationales ou internationales, les mesures appropriées contre toute personne qui, à l'intérieur ou à l'extérieur du territoire national, fait l'apologie du génocide, de la discrimination ethnique, du tribalisme ou du terrorisme », ont écrit, sans nommer Nganang, les élites de l'Ouest dans une déclaration commune publiée hier samedi 20 juillet 2019, c'était au cours d'un grand rassemblement du RDPC tenu à Bafoussam.

Président du Sénat, Secrétaire général du Comité central du RDPC, ministres, directeurs généraux des sociétés publiques et parapubliques, députés, sénateurs, maires, homme d'affaires, chefs traditionnels, originaires de Ouest, tous proches du parti au pouvoir, ont donc à l'unanimité condamné les déclarations de l'universitaire américain d'origine camerounaise, Patrice Nganang, tenues dans une vidéo, devenue virale sur la toile.

« les filles et les fils de la région de l'Ouest de l'intérieur et de la diaspora à se désolidariser de cette bande d'égarés et de leurs commanditaires pour barrer la voie à l'imposture, à la diffamation et au mensonge éhonté », ont-il ajouté

Pour mémoire, l'américano-camerounais a appelé clairement au génocide de la communauté Beti-Bulu, invitant la mobilisation de «sa» tribu, contre les Béti-Bulu, tribus pochant du président de la république Paul Biya. Des propos dangereux qui ont rapidement provoqué des réactions au sein de l'opinion.

237actu.com vous propose la lecture intégrale de la déclaration des élites de l'Ouest

La déclaration intégrale

DECLARATION DES POPULATIONS, DES ELITES INTERIEURES ET EXTERIEURES ET DES FORCES VIVES DE LA REGION DE L'OUEST A L'OCCASION DE LEUR RASSEMBLEMENT A LA PLACE DES FETES DE BAFOUSSAM, LE 20 JUILLET 2019 POUR LE RESPECT DES INSTITUTIONS DE LA REPUBLIQUE, L'APPEL A LA CONSOLIDATION DE LA PAIX ET A LA COHESION NATIONALE

Nous,

- *Président du Sénat ;*
- *Secrétaire Général du Comité Central du RDPC ;*
- *Membres du Gouvernement et Assimilés originaires de la Région de l'Ouest ;*
- *Chefs, Membres et Chargés de mission des Délégations permanentes régionale et départementales du Comité central du RDPC pour l'Ouest*
- ;*• Membres du Comité Central du RDPC ;*
- *Parlementaires ;*
- *Magistrats et Conseillers municipaux ;*
- *Chefs traditionnels ;*
- *Responsables politiques à la base, militantes et militants du RDPC ;*
- *Membres des Partis alliés ;*
- *Elites, forces vives et populations de la Région de l'Ouest, Réunis ce jour 20 juillet 2019 à la Place des Fêtes de Bafoussam ;*

Profondément consternés et indignés par la perpétration d'actes odieux, antipatriotiques et d'outrage contre les Institutions de la République et leur garant S.E. Paul BIYA, Président de la République, Chef de l'Etat, les 25 et 29 juin 2019 à Genève en Suisse par une horde d'individus se réclamant de certains groupes extrémistes ;

Ayant pris connaissance de la gravité du funeste dessein que projetaient les membres de cette nébuleuse, à savoir désacraliser l'institution présidentielle, projet amplement exposé et défendu dans les réseaux sociaux où, au quotidien, les intéressés, qui ne cachent pas leur proximité avec un certain parti politique dont le leader est un mauvais perdant de l'élection présidentielle du 7 octobre 2018, font montre de barbarie et d'incivilités, par le biais de la pratique récurrente d'invectives, d'offenses, d'insultes infamantes et de menaces ouvertes en direction du Président de la République, de Sa distinguée épouse et de Sa famille ;

Rattachant ces événements avec ceux précédemment orchestrés le 26 janvier 2019, notamment le saccage des Ambassades du Cameroun à Paris et à Berlin et la profanation subséquente des emblèmes et symboles de l'Etat par la même bande d'ennemis de la Nation et leurs soutiens, pour les mêmes motifs ;

Ayant par ailleurs pris acte avec stupéfaction de la prolifération dans l'espace public et notamment dans les réseaux sociaux et certains médias, de discours haineux aux relents identitaires, menaçant la paix sociale et la cohésion nationale, avec pour certains des appels au génocide, à la division et à la stigmatisation sur la base de l'origine ethnique ou régionale ;

Ayant constaté une volonté malsaine d'une partie de la classe politique nationale ainsi que de l'opinion publique à amalgamer les auteurs de ces agissements inadmissibles qui contrastent avec les valeurs traditionnelles des peuples de l'Ouest à l'ensemble de cette communauté ; Conscients des efforts inlassables que le Chef de l'Etat déploie méthodiquement, patiemment et discrètement pour un retour à une paix durable dans les Régions du Nord-ouest et du Sud-ouest ainsi que pour l'éradication du groupe terroriste Boko Haram dans l'Extrême-Nord, tout en maintenant le cap pour l'émergence ;

Prenant acte du fait que l'immense majorité des citoyens camerounais, manifestent leur volonté profonde d'œuvrer pour le développement de leur pays dans une ambiance de vivre ensemble harmonieux, sous la houlette de S.E. Paul BIYA :

- *Condamnons unanimement et sans réserve les atteintes aux Institutions de la République ainsi qu'à Celui qui les incarne, atteintes révélatrices d'une volonté insurrectionnelle assumée de prise de pouvoir par des voies anticonstitutionnelles ;*

- *Relevons, afin que nul n'en ignore, que le Président de la République, Plus Haute Autorité de l'Etat, est le garant de l'unité, de l'intégrité du territoire, de l'indépendance et de la souveraineté internationale du Cameroun ;*

- *Déclarons indignes, en vertu du sacro-saint principe du « respect dû au Chef » qui fonde l'organisation socio-politique dans les us et coutumes de la Région de l'Ouest, les instigateurs, les auteurs et tout autre complice de ces actes ignobles et irrévérencieux dont certains sont des ressortissants de la Région de l'Ouest ;*

- *Appelons les filles et les fils de la Région de l'Ouest de l'intérieur et de la diaspora à se désolidariser de cette bande d'égarés et de leurs commanditaires pour barrer la voie à l'imposture, à la diffamation et au mensonge éhonté et se consacrer à des préoccupations plus utiles et nobles pour leur propre épanouissement, le développement de leur communauté et*

partant, celui de leur pays ;

- *Invitons ceux de la diaspora en particulier à être des dignes ambassadeurs de leur pays et à défendre son image et sa réputation ;*

- *Soulignons que les individus engagés dans des démarches illégales et anti-républicaines ne sont ni significatifs, ni représentatifs des populations et des valeurs de la Région de l'Ouest et n'engagent qu'eux-mêmes ;*

- *Réaffirmons que la Région de l'Ouest, à l'image de la Nation tout entière, dans son immense majorité, reste et demeure tangiblement acquise à E. Paul BIYA, comme elle l'a démontré lors de l'élection présidentielle du 7 octobre 2018 ci-dessus évoquée, à l'issue de laquelle, seulement à l'intérieur de ses limites administratives, elle a offert au terme des résultats proclamés par le Conseil Constitutionnel, le troisième vivier de voix au Président de la République, auquel il faudrait ajouter celles de ses filles et fils installés hors de la Région ;*

- *Rappelons qu'à cette élection, d'une part, l'écart entre le Président Paul BIYA et son concurrent immédiat dans la Région de l'Ouest était de près de 100 000 voix, d'autre part ce concurrent, à qui la réalité du terrain politique de l'Ouest n'échappe pas, ayant été battu même jusque dans son département d'origine, n'a pas osé formuler un recours en contestation devant les instances compétentes, comme il l'a pourtant fait pour les résultats des autres régions ;*

- *Demandons aux représentations diplomatiques et autres partenaires au développement, dont nous apprécions le partenariat, de s'abstenir de toute ingérence dans les procédures judiciaires au Cameroun, et de respecter la justice camerounaise, laquelle est indépendante et rendue au nom du peuple conformément aux principes de l'État de droit (égalité devant la loi pénale, présomption d'innocence, droit à un procès équitable, etc.)*

- *Considérons en conséquence qu'en toute circonstance, il faut faire confiance à la justice camerounaise, à l'attachement du Président de la République à l'État de droit, à la démocratie et à la séparation des pouvoirs ;*

- *Appelons l'Union Africaine l'Union Européenne et toutes les organisations internationales à constater et à condamner la tentative de changement anticonstitutionnel d'un régime légitime et démocratique ;*

- *Réitérons au Président Paul BIYA notre soutien inconditionnel et indéfectible autant à sa personne, qu'à sa politique des « Grandes Opportunités » ;*

- *L'encourageons et le soutenons dans la recherche de toute solution utile visant au rétablissement de la paix sur toute l'étendue du territoire national ;*

- *Saluons avec déférence la sagesse, la pondération et le calme avec lesquels le Président de la République gère cette agitation, renforçant la stature d'Homme d'Etat qui le caractérise ;*

- *Condamnons fermement par ailleurs les propos génocidaires ou tout discours haineux et*

stigmatisant mettant à mal la cohésion nationale et la paix sociale, quels qu'en soient les auteurs et le support sur lequel ils sont tenus ;

- *Demandons au Gouvernement de prendre, en vertu des lois nationales ou internationales, les mesures appropriées contre toute personne qui, à l'intérieur ou à l'extérieur du territoire national, fait l'apologie du génocide, de la discrimination ethnique, du tribalisme ou du terrorisme ;*

- *Invitons solennellement, d'une part, les filles et les fils de la Région de l'Ouest, où qu'ils se trouvent, d'autre part, tous les camerounais sans discrimination, à s'abstenir de tout propos ou de tout acte de nature à mettre à mal le vivre ensemble, qui fait de notre diversité la plus grande richesse de notre pays ;*

- *Soutenons la promotion par le Président de la République de l'émergence comme grande cause nationale galvanisant les énergies, transcendant les querelles, rassemblant tous les Camerounais du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, de l'intérieur et de l'extérieur ;*

- *Promettons au Président de la République de nous mobiliser pour la réussite de Son Septennat des Grandes Opportunités;*

- *Prions Dieu Tout Puissant de prendre notre pays et notre peuple en grâce et de continuer à accorder au Président de la République santé, longévité et sagesse dans l'accomplissement de sa noble et exaltante charge à la tête de notre cher et beau pays, le Cameroun.*

Fait à Bafoussam, le 20 juillet 2019
